

Conseil national de l'industrie

Avis sur la réponse au droit additionnel de +30% sur les exportations européennes vers les Etats-Unis

L'envoi d'une lettre du Président Trump à la présidente de la Commission, notifiant à l'Union Européenne un droit additionnel de +30% sur les exportations européennes vers les Etats-Unis à partir du 1er août, alors même que la négociation est encore en cours remet, en cause la pérennité des chaînes de valeur transatlantiques dans lesquelles nous, représentants patronaux, salariaux et institutionnels de l'industrie française sommes engagés avec confiance depuis plusieurs décennies.

Nous sommes inquiets de l'imprévisibilité que cette décision introduit dans la politique commerciale américaine et de l'approche essentiellement asymétrique qui la sous-tend. Nous souhaitons rappeler que seule la stabilité des droits de douane et l'équité des relations commerciales permettent d'exploiter pleinement les opportunités économiques qui peuvent naître du commerce international.

Nous rappelons que les guerres commerciales ne font que des perdants et que la seule issue souhaitable de la négociation en cours est une désescalade. Nous appelons en conséquence la Commission Européenne à poursuivre les négociations d'ici le 1^{er} août en visant un accord entre l'Europe et les Etats-Unis qui préserve les intérêts de l'industrie européenne. Nous rappelons à cet égard notre attachement à l'autonomie réglementaire de l'Union, source de valeur pour nos entreprises. Nous appelons à ce que les avancées sociales et environnementales européennes ne soient pas des variables d'ajustement dans les négociations en cours.

Profondément attachés au projet européen, nous signalons l'importance que nous attachons à ce que cet accord soit équitable. La valeur ajoutée de l'Union pour nos concitoyens réside dans sa capacité à défendre nos intérêts plus efficacement que ne le feraient individuellement ses Etats-membres. L'Europe a tous les moyens pour aboutir à un accord équitable elle doit tout mettre en œuvre pour y parvenir.

Nous appelons la Commission à donner le signal que l'Union Européenne défendra pleinement ses intérêts, en adoptant rapidement, pour application en cas de non-accord, les contre-mesures appropriées face aux mesures déjà annoncées et en étudiant toutes les options pour rétablir des relations commerciales équitables. Si l'Union Européenne ne se montre pas suffisamment ferme, alors qu'elle représente un des plus grands marchés au monde, notre industrie paiera durablement le prix des droits de douane trop élevés, sans aucun levier pour revenir en arrière et au risque d'une nouvelle phase de désindustrialisation.

Nous appelons, enfin, à ce que la Commission renforce son agenda de compétitivité dans la lignée du rapport Draghi afin de soutenir les filières industrielles européennes en instaurant notamment des mesures de préférence européenne dans l'accès aux marchés publics et aux dispositifs publics.